Le mercredi soir, 18 février les participants à la Silent Walk Switzerland se sont rassemblés sur la Paradeplatz à Zurich pour donner un signal silencieux mais sans équivoque contre l'antisémitisme et pour le droit à l'existence d'Israël. L'orateur invité était le conseiller national UDF Erich Vontobel, qui a mis l'accent sur son travail parlementaire contre les structures extrémistes en Suisse – et a qualifié l'attaque terroriste de Bondi Beach de signal d'alarme pour l'Europe.

La Silent Walk Switzerland, lancée à Zurich en 2024, est devenue un format régulier dans plusieurs villes suisses. Le mouvement se veut non partisan et ouvert aux personnes de toutes origines. Contrairement aux manifestations traditionnelles, la marche ne se fait pas avec des slogans, mais en silence – accompagnée de musique et encadrée par un discours initial et final. Des Iraniens en exil y participent régulièrement, exprimant leur solidarité avec Israël et leur espoir d'un Iran libre et laïc. Le fait que la manifestation soit autorisée et encadrée par la police est devenu une routine.

Les instruments parlementaires sont efficaces

Le conseiller national UDF Erich Vontobel de Wolfhausen a profité de son discours avant le début de la marche silencieuse pour présenter sa dernière interpellation, déposée lors de la session d'hiver 2025 du Parlement fédéral. Intitulée « Structures extrémistes derrière les protestations liées à Israël – clarification et prévention », elle demande au Conseil fédéral de répondre à quatre questions centrales.

Premièrement, Vontobel appelle à tirer les conséquences de l'attentat de Bondi Beach, l'attaque terroriste antisémite du 14 décembre 2025 à Sydney, qui a fait 15 morts et plus de 40 blessés lors d'une célébration de Hanoukka sur la plage. La Suisse ne doit pas attendre « que le sang ait coulé » pour réagir, prévient Vontobel. Deuxièmement, il veut savoir si les services de sécurité suisses enquêtent sur les organisations à l'origine de certaines manifestations et s'il existe des liens entre différents groupes. Troisièmement, il demande s'il existe des liens éventuels entre ces organisateurs de manifestations et des organisations considérées comme terroristes, notamment dans l'entourage du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine). Et quatrièmement, il demande une évaluation des activistes internationaux qui appellent à commettre des crimes ou des actes de sabotage en Suisse ou qui suggèrent de les imiter.

« Globalize the Intifada » – plus qu'un slogan

L'un des thèmes centraux du discours était la radicalisation de certains mouvements de protestation depuis le 7 octobre 2023. Vontobel a mis en garde contre la banalisation du cri « Globalize the Intifada » en tant qu'expression d'opinion inoffensive. Historiquement, le terme « intifada » désigne des soulèvements violents, marqués par des attentats terroristes et des tirs de roquettes. Scander ce slogan dans les rues européennes, c'est appeler à faire entrer le conflit du Proche-Orient et sa violence dans les sociétés occidentales. Un slogan à lui seul ne fait pas un coupable, a déclaré Vontobel, mais un climat dans lequel la violence est glorifiée et la haine des Juifs ouvertement articulée est « incendiaire ». La radicalisation se produit rarement du jour au lendemain, mais se développe insidieusement.

Interdiction de la Garde révolutionnaire islamique

Enfin, Vontobel a parlé de sa deuxième préoccupation en matière de politique étrangère : l'interdiction du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) en Suisse. Il avait déjà déposé une motion de commission en ce sens en janvier 2026 auprès de la Commission de politique extérieure – sans succès. Il n'a pas admis les objections liées à la politique de neutralité : La Suisse est libre d'interdire de telles organisations, à l'instar de l'interdiction actuelle du Hamas.

Vontobel a fait référence à un article de la Weltwoche du 24 janvier, dans lequel il avait rendu publique cette demande. Selon lui, 74% des lecteurs ont soutenu le projet. Il a annoncé qu'il déposerait probablement l'intervention sous forme de motion directement au Conseil national lors de la session de printemps en mars 2026, où elle serait alors débattue publiquement.

Triple mission pour la société civile

Le discours de Vontobel a débouché sur un triple appel : regarder, s'exprimer, agir. L'histoire de l'Europe montre qu'il faut étouffer dans l'œuf les évolutions défavorables. Il a promis de continuer à poser des questions et à faire pression à Berne, tout en soulignant que la démocratie ne vit pas que grâce aux parlementaires, mais aussi grâce aux citoyens vigilants.

« Le droit à l’existence d’Israël n’est pas négociable. La sécurité des personnes juives en Suisse ne peut pas être relativisée. Et les appels à la violence ne doivent pas avoir leur place dans notre pays », a conclu Vontobel.